

Juin 2024

Désignation du pouvoir adjudicateur  
Etablissement support  
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS  
Direction des Achats  
2 Rue du Docteur Delafontaine, 93200 Saint-Denis  
Représenté par son Directeur,

Pour le compte du CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE, établissement partie,  
Direction du Patrimoine et de la Logistique  
2, boulevard du 19 mars 1962  
C S30071  
95503 Gonesse Cedex

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **Procédure Adaptée**

### **Articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique**

**TRANSFORMATION DES DORTOIRS DE L'INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS  
(IFSI) EN SALLE DE COURS AVEC CHANGEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES  
DU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE**

Le présent CCAP comporte 15 pages

S O M M A I R E	P A G E S
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	1
Procédure Adaptée.....	1
Articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique .....	1
ARTICLE 1. OBJET .....	3
1.1 Objet.....	3
1.2 Désignation des parties .....	3
1.3 Déclaration de sous-traitance.....	4
1.4 Forme du marché.....	4
1.5 Décomposition du marché en lots.....	4
1.6 Marché à tranches .....	4
1.7 Prestations Supplémentaires Eventuelles .....	5
1.8 Délai d'exécution.....	5
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3. ASSURANCES DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 4. MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX.....	6
4.1 Contenu des prix .....	6
4.2 Modalités de variation des prix .....	6
ARTICLE 5. AVANCE .....	7
ARTICLE 6. LE PROJET DE DECOMPTE MENSUEL.....	8
PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS .....	9
6.1 Mode de règlement .....	9
6.2 Présentation des demandes de paiement .....	9
6.3 Intérêts moratoires .....	9
ARTICLE 7. RECEPTION DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 9 – SOLDE – DECOMPTE GENERAL.....	10
ARTICLE 10 – CESSIION DE CREANCE .....	11
ARTICLE 11 – GARANTIES .....	11
ARTICLE 12 – PENALITES.....	12
ARTICLE 13 – SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION.....	13
ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....	14
ARTICLE 15. TRIBUNAL COMPETENT .....	14

## **ARTICLE 1. OBJET**

### **1.1 Objet**

Le Centre Hospitalier de Gonesse souhaite réaliser des travaux relatifs au projet de transformation des dortoirs de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) en salle cours avec changement des menuiseries extérieures du Centre Hospitalier de Gonesse.

La description des travaux et de leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Communes Techniques accompagné des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes 1 à 10.

### **1.2 Désignation des parties**

#### **Maîtrise d'Œuvre d'Exécution :**

La maîtrise d'œuvre d'exécution est assurée par la société SELECTE, 39 Boulevard Pierre Raunet 94 370 -Sucy-en-Brie.

#### **Maîtrise d'Ouvrage :**

La maîtrise d'ouvrage et la coordination des travaux et le pilotage sont assurées par le Centre Hospitalier de Gonesse :

Centre Hospitalier de Gonesse  
Monsieur Saïd BOUAIBA, Ingénieur Maintenance Travaux  
Direction du Patrimoine et de la Logistique  
2, boulevard du 19 Mars 1962  
95500 GONESSE  
☎ : 01.34.53.23.14 – courriel : said.bouaiba@ch-gonesse.fr

#### **Coordination du Système de Sécurité Incendie (SSI) :**

La mission de coordonnateur S.S.I. s'exécute en conformité avec les normes, notamment la norme NF S 61-931 du 5 juillet 2000 relative aux dispositions générales des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.), la norme NF S 61-932 du 5 septembre 1993 relative aux règles d'installation des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.), complétées par le fascicule FD S 61 949 de novembre 1995 qui constitue un guide d'utilisation des normes relatives aux systèmes de sécurité incendie (S.S.I.).

L'entreprise retenue est la société PHENIX.

#### **Contrôle technique :**

Les travaux de la présente opération sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions confiées par le Maître de l'Ouvrage au contrôleur technique sont conformes au décret n°99-443 du 28 mai 1999 et sont relatives à : Au titre de la mission de base de contrôle technique, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur (Annexe A du CCTG Contrôle Technique), figure-la : Mission L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables Au titre des missions complémentaires réglementaires, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur (Annexe A du CCTG Contrôle Technique), figure-la : Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH Mission F : Fonctionnement des installations.

L'entreprise retenue est la société BUREAU VERITAS.

#### **Coordination Sécurité Protection de la santé :**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, prévue par la loi n° 93-1418 du 31.12.93 et définie par le décret n° 94-1159 du 26.12.94 et le décret n° 2003-68 du 24.01.03, aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants. La mission s'exerce en phase conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage et en phase réalisation de l'ouvrage.

L'entreprise retenue est la société BUREAU VERITAS.

### **1.3 Déclaration de sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par la maîtrise d'ouvrage. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3.1 du CCAG-Travaux).














Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC. Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

### **1.4 Forme du marché**

Le marché est un marché de travaux.

### **1.5 Décomposition du marché en lots**

Le marché comporte 13 lots :

-  Lot n°1 : Désamiantage
-  Lot n°2 : Démolition
-  Lot n°3 : Gros-Oeuvre
-  Lot n°4 : Menuiseries Extérieures
-  Lot n°5 : Ascenseur/Monte PMR
-  Lot n°6 : Plâtrerie/faux-plafond/menuiserie intérieure
-  Lot n°7 : Peinture
-  Lot n°8 : Revêtement de sol
-  Lot n°9 : Electricité/appel-malade
-  Lot n°10 : Plomberie/CVC
-  Lot n°11 : Serrurerie
-  Lot n°12 : Système de Sécurité Incendie (SSI)
-  Lot n°13 : Voiries et Réseaux Divers

### **1.6 Marché à tranches**

Conformément aux dispositions de l'article R.2113-4 du Code de la Commande Publique, la réalisation de ces travaux se décompose en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles décomposées comme suit :

une tranche ferme qui débutera le 14 août 2024 jusqu'au 04 mars 2025,

une tranche conditionnelle n° 1 qui débutera le 05 mars 2025 jusqu'au 05 août 2025,

et

une tranche conditionnelle n°2 qui débutera le 06 août 2025 jusqu'au 24 février 2026.

La réponse des candidats aux tranches conditionnelles est **obligatoire**. Les tranches conditionnelles seront affirmées par décision du Groupement Hospitalier de Territoire Plaine de France au titulaire, dans un délai de **2 mois avant le début des travaux**, par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'expiration du délai d'affermissement, le titulaire sera libéré de tout engagement concernant la tranche conditionnelle non affermée. Dans cette hypothèse, le titulaire ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité.

### **1.7 Prestations Supplémentaires Eventuelles**

Conformément aux dispositions des articles R.2151-9 du Code de la Commande Publique, la réponse aux prestations supplémentaires éventuelles (PSE) est obligatoire. Le Centre Hospitalier de Gonesse se réserve le droit de les retenir ou pas lors de la signature du marché.

### **1.8 Délai d'exécution**

La date prévisionnelle de commencement du marché est fixée au 14 Août 2024 et comprend par ordre chronologique, le phasage suivant :

#### **Tranche ferme :**

début des travaux : 14 Août 2024

réception des travaux : 04 mars 2025

#### **Tranche conditionnelle n° 1 :**

début des travaux : 05 mars 2025

réception des travaux : 05 août 2025

#### **Tranche conditionnelle n° 2 :**

début des travaux : 06 août 2025

réception des travaux : 24 février 2026

## **ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'**acte d'engagement** auquel doit être annexé(s) le(s) **bordereau(x) de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**,
- le **Cahier des Clauses Communes Techniques** commun à l'ensemble des lots,
- le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier de Gonesse fait seul foi et ses annexes n° 1 à n° 10,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier fait seul foi,
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de travaux (CCAG – Travaux) version au 1<sup>er</sup> avril 2021, approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

## **ARTICLE 3. ASSURANCES DU TITULAIRE**

### **Responsabilité civile professionnelle :**

Conformément à l'article 8.1.1 du CCAG-Travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG-travaux.

#### **Responsabilité civile décennale :**

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG-travaux.

### **ARTICLE 4. MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX**

#### **4.1 Contenu des prix**

Les ouvrages ou prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Etant donné le caractère particulier de ces travaux, il est précisé que toutes les dimensions indiquées sur les plans ne sont données qu'à titre indicatif, et doivent être contrôlées dans chaque cas, puisqu'elles sont susceptibles de varier d'un ouvrage à l'autre.

L'entreprise aura donc la responsabilité entière des erreurs qui seraient dues à une mauvaise appréciation de l'état existant.

Les variations éventuelles de la nature ou de l'état des ouvrages existants, par rapport aux descriptions données à titre indicatif dans les documents de la consultation, ne pourront donner lieu à des suppléments de prix après signature du marché en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

#### **4.2 Modalités de variation des prix**

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées aux articles 4.2.1, 4.2.2 et 4.2.3 du présent CCAP.

##### **4.2.1 – Mois d'établissement du ou des prix du marché :**

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre ; ce mois est appelé « mois zéro » - mois de Juin 2024.

#### **4.2.2 – Choix de l'index :**

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des travaux national ci-après :

Numéro du lot	Index correspondant
Lot 1 - Désamiantage	BT 01
Lot 2 - Démolition	BT 01
Lot 3 – Gros œuvre	BT 01
Lot 4 – Menuiseries Extérieures	BT 19A
Lot 5 – Ascenseur	BT 48
Lot 6 – Plâtrerie/Faux-plafond/Menuiserie intérieure	BT 18A
Lot 7 – Peinture	BT 01
Lot 8 – Revêtement de sol	BT 01
Lot 9 – Electricité –Appel malade	BT 47
Lot 10 – Plomberie – CVC	BT 38
Lot 11 – Serrurerie	BT 19
Lot 12 – Système de sécurité incendie (SSI)	BT 01
Lot 13 – Voiries et Réseaux Divers	BT 02

#### **4.2.3 – Modalités de révision du prix :**

Les prix sont révisibles en application du coefficient de révision Cr donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 \frac{BTn}{BTO}$$

BTn : mois de réalisation des prestations figurant sur la facture

BTO : mois de l'offre

Conformément à l'article 12.2 du CCAG, les calculs de révision seront effectués mensuellement.

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les indices de référence ne sont pas connus, la révision est établie à titre provisoire.

La révision définitive est présentée, en une seule fois lorsque le dernier BT sera connu. Le résultat des révisions en plus ou en moins sera inclus dans le certificat de paiement pour sole.

Le coefficient final résultant des calculs relatifs aux révisions s'applique avec arrondi au millième supérieur.

#### **4.2.4 – Application de la TVA :**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

### **ARTICLE 5. AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Conformément au Code de la Commande Publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du marché toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 6. LE PROJET DE DECOMPTE MENSUEL**

### **Elaboration de la demande de paiement :**

En application des dispositions de l'article 12.1 du CCAG/Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle à la maîtrise d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte ainsi que celle de son ou ses sous-traitants, s'il y a lieu.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, fixés à la DPGF mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

### **Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :**

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées : la fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

La demande de paiement mensuel est transmise par le titulaire à la maîtrise d'ouvrage.

### **Ce dernier détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :**

- le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- le montant de la TVA ;
- le montant des pénalités, le cas échéant ;
- l'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus ;
- le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

La maîtrise d'ouvrage notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept (7) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire sans pouvoir dépasser 10 jours calendaires.



Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

#### **Périodicité de paiement :**

Conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG/travaux, le règlement des comptes du présent marché s'effectue par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés.

### **PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS**

#### **6.1 Mode de règlement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalents à condition que le service soit fait.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le Centre Hospitalier de Gonesse par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément à l'article 8 du CCAG.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

#### **6.2 Présentation des demandes de paiement**



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les décomptes mensuels sont transmis, sous forme dématérialisée via le site «<https://chorus-pro.gouv.fr>».

A ce titre, les décomptes dématérialisés adressés au Centre Hospitalier de Gonesse devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET 269 500 047 000 15, qui identifiera le Centre Hospitalier de Gonesse en tant que destinataire de votre facture,
- le code service «SERV\_TECH\_LSCP » qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- le numéro de marché.

#### **6.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt de la Banque Centrale Européenne à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Gonesse.

### **ARTICLE 7. RECEPTION DES TRAVAUX**

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG/Travaux :

. la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

. chaque titulaire avis le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés ou le seront. Le maître d'ouvrage a à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux est achevé.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues dans le CCTP.

## **ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE**

Il sera appliqué sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés à chaque entrepreneur une retenue de garantie de 5%.

Cette retenue de garantie est destinée à garantir la bonne exécution des prestations ainsi que les sommes dont le titulaire peut être débiteur pour quelque raison que ce soit dans la limite du montant de ladite retenue de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, ou si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans les deux cas ci-avant, ces dernières doivent être constituées à 100 % du montant des travaux, lors de la demande de paiement du premier acompte.

Cette retenue de garantie sera reversée aux entrepreneurs (ou la levée de garantie à première demande ou la levée de la caution) à l'expiration du délai de garantie (1 an) pour autant que le titulaire du marché ait rempli à cette date toutes ses obligations au regard du Maître de l'Ouvrage.

## **ARTICLE 9 – SOLDE – DECOMPTÉ GENERAL**

Le décompte général et définitif se fait par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution à la demande de la maîtrise d'ouvrage.

Conformément à l'article 42.4 du CCAG/Travaux, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception faisant courir le délai de 30 jours prévu à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux.

Le décompte général et définitif est établi par l'entrepreneur et présenté à la maîtrise d'ouvrage conformément aux dispositions des articles 12.3.2 du CCAG/Travaux.

Toutefois, si le décompte final se trouvait être modifié par la maîtrise d'ouvrage, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

Toutefois, en cas de réception assortie de réserves, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut notifier à la maîtrise d'ouvrage son projet de décompte final qu'après la levée de l'ensemble des réserves, que cette levée soit opérée par le titulaire ou par un tiers mandaté par la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 12.3 du présent document.

Le point de départ du délai de 30 jours mentionné à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux est la date de levée des dernières réserves. Les sommes éventuellement engagées par la maîtrise d'ouvrage pour faire exécuter aux frais du titulaire les travaux de levée des réserves sont intégrées au décompte général et définitif, au débit du titulaire.

L'entrepreneur avant de pouvoir prétendre au règlement pour solde de tout compte doit, entre autres, fournir au maître d'ouvrage toutes les pièces nécessaires à un entretien aisé des ouvrages.

A savoir :

- Tous les plans de repérage des ouvrages exécutés sur les côtes d'implantation altimétriques (réseaux divers enterrés ou aériens).
- Tous les plans de parcours (eau, gaz, électricité, assainissement, appel sonore, télévision, téléphone, etc..).
- Tous les plans de détails.
- Toutes les notices d'entretien des différents matériels et matériaux (chauffage, production d'eau chaude, ascenseurs, etc..).

Ainsi que les quittus ou attestations suivantes :

- Quitus de paiement des sous-traitants (ou en cas de paiement direct, attestation du sous-traitant confirmant que ses travaux se sont limités au montant correspondant au dernier DC4),

Cette liste n'est pas limitative.

Toutefois, par dérogation au 3ème alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, la maîtrise d'ouvrage notifiera au titulaire, le décompte général douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

## **ARTICLE 10 – CESSION DE CREANCE**

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## **ARTICLE 11 – GARANTIES**

### **11.1 – Régime de la garantie**

#### **Pour les équipements :**

La période de garantie est de 2 ans, après réception pour le lot n° 12 – système de sécurité incendie et le lot n° 5 – ascenseur.

Le matériel installé devra être fiable pour un service permanent.

Cette garantie portera sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, contre tous vices de construction ou de conception et sur le bon fonctionnement de l'installation, tant dans l'ensemble que dans les détails.

Toute pièce ou élément reconnu défectueux sera remplacé.

En cas de défectuosité d'un appareil, la période de garantie sera prolongée d'une durée égale à celle de l'indisponibilité. Aucun remplacement partiel ne sera admis.

#### **Pour les travaux :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 30 jours maximum pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### **11.2 – Obligation de parfait achèvement**

#### **■ Délai de garantie**

Les dispositions de l'article 44 du CCAG travaux sont applicables.

En application l'article 44.1 CCAG travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2, d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception des prestations.

Par dérogation à l'article 44-1, il est précisé que les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

#### **■ Etendue de l'obligation de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un (1) an ou de deux (2) ans, l'entreprise, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil, est tenue à une "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle elle doit sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

- exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- remédier à tous les désordres signalés par la maîtrise d'ouvrage, de telle sorte que les prestations du marché soient conformes à l'état où elles étaient ou auraient dû être lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

#### **■ Prolongation du délai de garantie**

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article précédent, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que ceux-ci soient assurés par l'Entrepreneur ou qu'ils le soient d'office et à ses frais. Lesdits travaux effectués pendant le délai de garantie sont eux-mêmes garantis 1 (un) an à partir de leur achèvement

### **11.3 – Garantie de bon fonctionnement**

La garantie de bon fonctionnement, visée à l'article 1792-3 du Code Civil, s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage, pour une durée de deux ans à compter de sa réception. Il s'agit d'une garantie qui précise expressément que l'équipement doit être fonctionnel.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

## **ARTICLE 12 – PENALITES**

### **12.1 – Généralités sur les pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des travaux, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux.

## **12.2 – Pénalités applicables**

### **Retard d'exécution des prestations :**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au marché, le titulaire encourt pénalité forfaitaire de deux cent cinquante euros (250 €) par jour calendaire de retard.

### **Retard de réception des supports DTU :**

En application de l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise des DTU d'exécution prévu au marché, le titulaire encourt pénalité forfaitaire de deux cent cinquante euros (250 €) par jour calendaire de retard.

### **Pénalités de retard dans la remise de pièces EXE :**

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise de pièces EXE, il est appliqué de plein droit, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €).

### **Pénalités de retard dans la remise des DOE :**

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise des DOE, il est appliqué de plein droit, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €).

### **Pénalité pour retard dans la levée des réserves :**

Tout retard dans la levée des réserves par l'entrepreneur entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité équivalente au seul fait du constat du retard, une pénalité de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché, avec un minimum de deux cents euros (200 €), sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure et s'arrêtera le jour de la date d'effet de la mise en demeure.

Ces pénalités s'appliquent aux retards dans la levée des réserves à la réception et dans la levée des réserves de Parfait Achèvement.

### **Pénalité pour absence injustifiée à toute convocation :**

Pour toute absence injustifiée de la part du titulaire à une réunion de chantier ou à toute autre convocation émise par le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage il sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

## **ARTICLE 13 – SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION**

### **13.1 – Suspension des prestations**

Conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-Travaux, il peut être accordé au Titulaire une suspension de tout ou partie des prestations.

Dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Elles conviennent également des modalités de reprise de l'exécution, des modifications à apporter aux marchés et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, la maîtrise d'ouvrage est tenue, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché.

### **13.2 – Résiliation du marché**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions définies ci-après :

#### **■ Pour motif d'intérêt général :**

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisés des prestations déjà reçues un pourcentage fixé à 5%.

#### ■ **Résiliation aux torts du titulaire :**

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) Le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG/Travaux, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des articles 48.4 à 48.7 du CCAG/Travaux s'appliquent ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances prévues au marché ;
- f) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux.

#### **ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif français est seul compétent. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscal.

#### **ARTICLE 15. TRIBUNAL COMPETENT**

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation, le tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

##### **Tribunal Administratif de Montreuil**

7 rue Catherine Puig  
93558 MONTREUIL Cedex  
Tél : 01 49 20 20 00  
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

En cas de contestations pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

##### **Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise**

2-4 boulevard de l'Hautil – BP 322 95027 CERGY-PONTOISE CEDEX  
Téléphone : 01.30.17.34.00 – Télécopie : 01.30.17.34.59  
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr